

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 19025 - 74ÈME ANNÉE

Des anciens salariés de Profilage ont repris leur outil de travail

MHP : une SCOP pour sauver un savoir-faire unique à La Réunion



Les travailleurs-associés prévoient de lancer la production le 1er juillet prochain. MHP organisera une journée porte-ouverte le 6 juillet prochain.

Nouveau départ pour 10 anciens travailleurs d'Arcelor-Mittal Réunion : ils ont créé leur entreprise : Métallerie Huisserie Péi. C'est une SCOP où chacun a investi 25000 euros. Cela a permis de sauvegarder un savoir-faire unique à La Réunion indispensable à la réhabilitation de logements sociaux. La production doit démarrer le 1er juillet, et une journée porte-ouverte est prévue le 6 juillet. Elus et bailleurs sociaux seront invités.

Depuis le début du mois, un bâtiment proche de l'entrée du Port-Est a un nouveau locataire. C'est là que se situe la coopérative créée par d'anciens travailleurs de Profilage, filiale d'Arcelor-Mittal à La Réunion. L'année dernière, cette entreprise avait lancé un plan de licenciements rendu possible par la loi El-Khomri. Profilage s'appuyait sur des difficultés passagères pour demander la mise au chômage de 40 personnes, alors que la société avait une trésorerie de plus de 2 millions d'euros. Pendant plusieurs mois, la lutte a permis de sauver 4 emplois, et d'obtenir des indemnités de licenciements bien plus importantes que ce que proposait initialement Arcelor-Mittal. Durant le conflit, les travailleurs ont également pensé à l'avenir. Car le plan de licenciements signifiait la fermeture de l'atelier huisserie détenteur d'un savoir-faire unique à La Réunion : un adaptateur pour monter une porte aux normes de sécurité actuelles dans un logement social à rénover.

Résultat de la lutte

Une fois le conflit social terminé, les travailleurs ont peaufiné leur projet. Aidés par la députée Huguette Bello qui leur a ouvert la porte des administrations, ils ont fait les démarches nécessaires pour la création d'une société coopérative.

Sans attendre le versement de subventions, ils se sont engagés et ont

réussi à trouver début mai un local adapté à leur activité. Pour lancer la coopérative, ils ont chacun investi 25.000 euros et les associés sont payés au SMIC. Cette somme de départ est supérieure à la prime de 10.000 euros prévue dans le PSE en cas de création d'entreprise, mais elle a renforcé la crédibilité du business plan de la SCOP. M. Bertile, co-gérant, rappelle que 50.000 logements sociaux sont à rénover à La Réunion, c'est sur ce marché que se positionne la SCOP. Les travailleurs ont également choisi de diversifier l'activité. En plus des huisseries sur mesure, Menuiserie Huisserie Péi propose aussi des chéneaux sur mesure, des pannes sablières et des pliates divers.

Ils ont également négocié avec Profilage le transfert des machines d'Arcelor-Mittal à la SCOP. Leur ancien patron leur a cédé gratuitement les outils de travail, ainsi que le stock de matière première et de produits finis de l'atelier huisserie. C'est un patrimoine estimé à 300.000 euros qui a été transporté aux frais de Profilage dans le local de MHP. Profilage s'est également engagé à verser 300 euros par mois pour chaque emploi créé pendant deux ans. Cela s'applique aux anciens travailleurs de la filiale d'Arcelor-Mittal embauchés dans la coopérative.

Porte-ouverte le 6 juillet

Depuis le début du mois, tous s'affairent à adapter le local à leur ac-

tivité. M. Bertile indique que la mise aux normes de sécurité et le câblage ont coûté 40.000 euros, les commandes pourront être honorées à partir du 1er juillet, indique-t-il.

Avec la matière première disponible, MHP peut déjà réaliser 5.000 adaptateurs, précise Pascal Lambes, co-gérant de la coopérative.

Les travailleurs vont produire les mêmes marchandises, mais dans un autre état d'esprit. Pascal Lambes rappelle qu'ils doivent désormais s'occuper de tous les aspects d'une entreprise.

Grâce à leur mobilisation, ces travailleurs ont réussi à maintenir à La Réunion un savoir-faire unique en reprenant eux-mêmes leur activité abandonnée par un grand groupe. Pour mieux faire connaître leur initiative, ils organisent le vendredi 6 juillet une journée porte-ouverte. Ils souhaitent convier les élus et les bailleurs sociaux. Ce sera l'occasion de mesurer le soutien des pouvoirs publics à des travailleurs réunionnais qui luttent pour que La Réunion produise.

M.M.

In kozman pou la rout

« La pa lo zour la shass i rouvèr k' i fo komans drèss son shien »

Kozman-la i rapèl amoin in n'ot i di konmsa : « La pa kan ou la fain k'i fo alé plant do ri ». Sa i rapèl amoin galman in kozman k'i di konmsa : « gouvèrné sé prévoir. ». Donk si ou na in n'afèr pou fèr i fo fé ali kan lé tan, pa kan lé tro tar. I rapèl amoin kékshoz mé sa i romont in pé. Kan ou téi pass rann vizit in moun dan lé o, é si i propoz aou in tass kafé, i fo ou i méfyé pars l'èrla mèm i sava la boutik pou ashté lo kafé. L'èr kafé i ariv, i fé griy kafé-la, i fé koul ali si tèlman la pa avan katrèr l'aprè midi ou i gingn out kafé. Lé vrè dann tan-la l'avé poin tro révèye dan la kaz é konm i di l'èr sé l'èr mé pa dann tan mi anparl azot. Alé ! Mi kite azot rofléshi la dsi é ni artrouv pli d'van. Siplétadyé.

Edito

«Mes convictions contre le réchauffement climatique peuvent l'emporter sur une forme de confort»

La lutte contre le changement climatique devient une cause de plus en plus partagée. Ceci permet de mesurer le chemin parcouru depuis le vote à l'unanimité en 2001 de la proposition de loi de Paul Vergès faisant de la lutte contre le réchauffement climatique une priorité nationale. Cette loi a positionné la France comme chef de file dans cette bataille, ce qui lui a permis d'organiser en 2015 la COP21, lieu d'un traité historique, l'Accord de Paris.

L'Accord de Paris s'impose aux Etats, il fixe des objectifs : limiter la hausse des températures à 1,5 degré de plus qu'avant la Révolution industrielle en Europe. Cela suppose des mesures drastiques pour aller vers une nouvelle civilisation. Si la Chine a fait expertiser toute sa législation pour évaluer son degré d'adaptation à l'Accord de Paris, la France ne l'a pas encore fait. Se pose alors la question de l'efficacité des institutions face à cette nouvelle donne. Yves Jégo donne sa réponse : l'ancien ministre démissionne de l'Assemblée nationale le 15 juillet pour investir son temps dans une société qui travaillera pour la transition énergétique. Voici un extrait de l'interview qu'il a donnée au «Parisien» du 18 juin dernier :

«J'ai pris cette décision après 28 ans de vie politique, 16 ans de vie parlementaire, j'ai été élu 4 fois député, quatre fois maire et je suis militant d'un parti politique depuis bientôt quarante ans ! La vie politique n'est pas un viager. Je l'ai vécue avec passion mais j'ai envie aujourd'hui d'aller m'investir ailleurs.»

«Je ne cherche surtout pas à verser dans l'antiparlementarisme. Mais le monde a changé plus vite que les institutions. Le Parlement est devenu un outil conservateur plutôt qu'un levier d'innovation et d'anticipation. Les raisons sont multiples ; le poids des lobbys, les habitudes, la discipline majoritaire, les petits jeux politiques... Les grandes causes avancent plus désormais grâce aux start-up ou aux ONG que grâce aux députés. Le rythme du monde s'est accéléré, pas celui du Parlement ! J'espère donc être plus efficace dehors que dedans !»

Et de conclure :

« Je voudrais démontrer simplement par ce geste que mes convictions au service de la lutte contre le réchauffement climatique peuvent l'emporter sur une forme de confort.»

Yves Jégo jette un pavé dans la marre. Les institutions sauront-elles s'adapter au monde qui change ?

J.B.

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergès
71e année
Directeurs de publication :
1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergès ; 1957 - 1964 : Paul Vergès ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ; 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX
Rédaction
TÉL. : 0262 55 21 21 - E-mail : redaction@temoignages.re
SITE web : www.temoignages.re
Administration
TÉL. : 0262 55 21 21
Publicité : publicite@temoignages.re
CPPAP : 0916Y92433

Younous Omarjee alerte sur des baisses de dépense drastiques proposées par la Commission européenne

Une nouvelle bataille commence pour défendre les intérêts des RUP

Lors du dernier mandat, la situation était déjà difficile pendant les négociations alors que le contexte était différent. La première proposition de la Commission était une baisse de 20 % du budget de la politique de cohésion, et du taux de cofinancement. Dans la négociation, la tendance a pu être renversée par le Parlement européen et il a été possible de maintenir le niveau de fonds avec une augmentation, avec le maintien des taux de cofinancement à 80 %.

La question de la refonte du budget est toujours un moment compliqué, il l'est d'autant plus avec le BREXIT. Cela crée un véritable problème budgétaire. C'est une perte comprise entre 10 et 14 milliards pour le budget de l'UE. Finalement, le budget de l'UE sera globalement constant, car le BREXIT est compensé par de nouvelles recettes. Mais l'UE doit en même temps assumer de nouvelles politiques : cela veut dire faire plus, mieux avec parfois moins. La Commission européenne, sur insistance de la France, a assigné au budget de nouvelles priorités : la lutte contre le terrorisme, la surveillance des frontières extérieures de l'UE, la politique de défense.

«La Commission a donc fait des choix douloureux pour les régions de l'Europe et de nombreux Etats membres. L'UE doit financer pour 10 milliards d'euros une politique de défense demandée par les Etats mais pas inscrite dans les traités», indique le député réunionnais au Parlement européen.

L'UE va donc chercher des économies dans la PAC (un tiers du budget) et la politique de cohésion (un

tiers).

Pour la PAC, la diminution des paiements directs est de 15 % et de 25 % pour le FEADER en tenant compte de l'inflation. La France connaîtra une baisse pouvant aller jusqu'à 8 milliards d'euros.

Pour la politique de cohésion, le budget global diminuera d'environ 7 %. Des mécanismes sont mis en place pour que les régions les moins développées soient les moins impactées. La perte pour la France se situera aux alentours d'un milliard d'euros. Le plus grave concerne les cofinancements. Actuellement, le plafond est de 85 %. La proposition de l'Union européenne fait tomber le taux à 70 %. De plus, l'enveloppe de compensation des surcoûts a été très mal utilisée par les RUP, et elle risque d'être sérieusement diminuée.

Pour le POSEI, la Commission propose une baisse de 3,9 %. Cela se traduira par des aides en moins pour tous ceux qui essaient de diversifier leur agriculture. Chaque euro enlevé aux RUP est une difficulté supplémentaire, et une confiance altérée avec les acteurs avec qui la Commission a pris des engagements.

Ces propositions sont au stade du début de négociation. Les discussions vont ensuite se faire au Conseil européen, les Etats, puis au Parlement européen, et ensuite entre le Conseil de l'UE et le Parlement européen. D'où la demande de Younous Omarjee afin qu'une pression très forte soit mise sur les Etats membres pour que les intérêts des RUP ne soient pas sacrifiés par les demandes de la France.

Au Parlement européen, les intérêts des RUP seront sanctuarisés, souligne-t-il. Il faut que le Conseil

européen soit dès le départ dans l'opposition à la proposition de la Commission européenne.

L'UE pense à l'octroi de mer

Le Parlement européen a été saisi officiellement de l'ensemble de ces règlements : politique régionale, PAC et POSEI. Le calendrier politique favoriser une accélération de la négociation, «car le Conseil européen et la Commission européenne ont peur des nouveaux rapports de forces qui risquent d'émerger après les élections de l'année prochaine», indique le député qui sera dans les négociateurs du Parlement en charge de la politique de cohésion.

Une mission du Parlement européen aura lieu à La Réunion au mois de septembre, elle comprendra tous les députés qui seront dans la négociation, ainsi que la présidente de la Commission de la politique régionale au Parlement européen.

Younous Omarjee alerte sur la réforme de l'octroi de mer en 2020 : la Commission européenne en parle et commence déjà à travailler sur différents scénarios. D'où un appel aux collectivités à se mobiliser. De nouveaux accords commerciaux entrent en négociation. Ce seront 7 années agitées en perspective.

En conclusion, Younous Omarjee annonce qu'il sera candidats aux élections européennes de l'an prochain sur la liste LFI en position éligible.

Un Noël à l'envers

- Que ta soif grandisse au point d'atteindre la surface de l'étang devant lequel tu ne pourras que t'agenouiller pour y puiser non pas l'eau rédemptrice, mais ce que la vie te promet de plus cher...

Chacun vit en Jésus-Christ un reflet de lui-même : Gaspar, le roi nègre, découvrit un petit enfant noir, Melchior, un enfant tout ce qu'il y a de plus asiatique, et Balthazar,...

L'étable était un temple et la paille de l'or ; l'âne et le bœuf, les statues des anciennes divinités venues se soumettre et adorer. L'enfant était Dieu, et Dieu était l'enfant. Le monde se montrait à Bethléem... Redéroulé par Tournier, le récit se pare de nouvelles perles.

Seulement, tous les enfants ne sont pas ainsi adorés.

La mère de Justine, elle, gardait les petits du lotissement dont les parents partaient au travail. Un jour, ado, elle se rendit compte que c'était des serviettes nouvelles qui séchaient au fil à linge du jardin. Le soir, elle écrivit sur son cahier intime : "Hier, j'ai compris que ma mère, incarnation de droiture et de gentillesse pour moi, volait les serviettes des parents qui font garder leurs bébés chez nous.

C'est peut-être Rousseau qui avait raison, cette société n'est pas basée sur la propriété, mais sur le vol...

Comment regarder les gens quand un jour on découvre que nos plus proches parents nous dissimulaient hypocritement depuis longtemps des pulsions - d'ailleurs jusqu'où allaient ces désirs, et ces dissimulations ? Personne ne peut répondre à cette question."

Sa mère l'appela à la porte pour manger.

"Qu'est-ce que t'as, Justine ?

-Rien, MAIS RIEN, FOUS-MOI LA PAIX, TU VEUX ?

-ON PARLE PAS COMME ÇA À SA MÈRE ! T'as qu'à te faire la cuisine !"

Un vieux vinyle craque sur la platine. Jaillit une voix profonde, celle de Nat King Cole égrenant quelques notes-cadeaux : "The Little boy that Santa Claus forgot" : l'histoire d'un petit garçon que le Père Noël a oublié. Dieu sait qu'il ne voulait pas grand-chose, ce gamin dans la lettre adres-

sée au Père Noël : quelques crayons et un jouet. Mais il n'a rien eu, rien. Il envie en silence ses copains plus chanceux que lui. "Je suis vraiment désolé pour ce petit gars qui n'a pas eu de papa", se berce le chanteur noir américain qui s'épanche pour un petit garçon qui n'était autre que lui-même.

Difficultés économiques. René et Judith sont arrivés en France équinoxiale. Guyane. Il est infirmier rééducateur, elle étudiante. Première année de mariage exonérée d'impôt. Perte de la bourse d'étudiante. Pension alimentaire, pour lui, versée pour une première enfant (qui ne voyage pas seule malgré l'âge légal... Quand la justice saura traiter sérieusement un problème, ça se saura !)

10 % de majoration d'impôts : "C'est à vos employés qu'il faut envoyer une lettre de rappel, non à moi", écrit-il à l'inspecteur. Le site gouvernemental est à dessein illisible.

Contrôle technique : il fallait donner 30 euros de la main à la main pour le pot - non, l'injecteur.

Amende : "Votre voiture n'est pas en conformité. - Votre amende coûte plus chère que ma bagnole..."

La bourse pour l'ordinateur : elle en paye une partie, l'autre c'est le conseil général. Bien sûr, la boîte qui fournit le matériel est en rupture de stock. L'étudiante prend alors le portable que le vendeur lui propose en remplacement. Ce qu'elle ne sait pas, c'est qu'il est de cent euros moins cher que celui payé en partie par le Conseil général et la cliente. Ce qu'elle ne sait pas non plus, c'est qu'un membre du conseil général est de mèche et qu'il se prend au passage une commission. "Qu'est-ce que tu veux, c'est la Guyane...", fait un camarade en haussant les épaules - du même ton qu'ailleurs on entend : 'qu'est-ce que tu crois ? c'est Mayotte, ici', ou 'Faut pas rêver, on est à La Réunion' - comme si c'était une fatalité.

Cette insistance des impôts qui essaient de refourguer la redevance télévisuelle, pour un poste que je n'ai pas ! (75 euros) Faut tenir jusqu'à Noël.

Les catalogues qui bouchent la boîte

aux lettres : "Regarde, ils font des robes de grossesses pour petites filles, pour imiter leur maman qui est enceinte..."

Le mariage est un contrat, si chaque partie décide de le rompre, alors il n'y a plus de contrat. Divorce pour 'raisons économiques'. Récupérer la bourse, obtenir l'aide mère célibataire. La lettre du juge : "Votre motif de divorce n'est pas accepté. Bon Noël". Non, il n'y avait pas de 'bon Noël', c'est ce qu'il crut y lire...

Au temps de la Conquête de l'Ouest, un riche fermier du Texas à qui un administrateur avait sommé de verser sa quote-part aux impôts du Comté, rétorqua ceci : "Ce que j'ai gagné, c'est moi qui l'ai gagné. Si jamais un collecteur d'impôts venait frapper au portail de mon ranch, je l'accueillerais comme il se doit, avec mon colt, et pour tout dû, il recevrait quelques foutues balles en or, de sorte que son cadavre pourrissant en vaudrait bien plus que lorsqu'il serait en vie ('alive')".

C'est fini, il n'y a plus de superbe devant l'administration : elle s'est substituée à l'ananké grecque et le fatum latin. On ne se révolte pas devant le Destin.

Au répondeur officiel défile l'ironique ritournelle : "Votre dossier est en cours de traitement, veuillez nous rappeler ultérieurement. Votre dossier est en cours de traitement, veuillez nous rappeler ultérieurement..." Il n'y a plus qu'à raccrocher. Noël ou pas.

Michel Tournier nous déroule l'histoire d'un petit admiré d'il y a plus de deux mille ans. Aujourd'hui, les fantômes d'enfants flottent en Méditerranée, d'autres viennent s'échouer sur la barrière de corail de Mayotte, le plus grand mouroir de l'Océan indien. Et les vagues doucement, doucement, sur le sable fin et brillant comme l'or, bercent leur souvenir.

Les affaires du père Noël ont été ruinées par la crise, il est parti avec les petits souliers qui l'attendaient au pied des sapins et dans les cheminées des pauvres : ne pouvant plus rien mettre dedans, il les a volés.

Il est devenu chasseur, dit-on. Ou cordonnier. Ou peut-être danseur...

Jean-Baptiste Kiya

Oté

Dir k'in tan téi anparl lo zanfan roi

Zot i koné koméla néna in shart pou lo droi bann zanfan. La plipar bann péi la sign dokiman-la. Sé dir si koméla bann zanfan lé protézé. Dann désèrtin péi, tansyon pangar si ou la lèv solman la min dsi bann marmaye : lo boi d'la zistis lé riskab shof out ba d'do é i pé pa dir sé in mové z'afèr.

Solman dé foi lo droi avèk lo réalité i fé kaziman lo gran ékar. Pars, an mèm tan ni antann parl lo droi bann zanfan, ni aprann dé drol de shoz. Moin la parti dsi fas-bouk é moin la vi in sort ti vidéo i amontr dé pti marmaye apré port brik dsi z'ot tèt. L'èrla ou i aprann bann zanfan lé blijé travaye pou pèy larzan z'ot famiy i doi in propriyètèr.

Dsi la frontyèr rant Zétazini épi Méksik toulmoun i koné in bon pé méksikin i sort dann z'ot péi pou alé dann Zétazini mé i sort éspas in drol de zafèr : la polis la sépar bann zanfan avèk z'ot bann paran épi la mète bann zanfan tousèl dann bann kaj anbaré avèk griyaz métalik. I prétran dir néna plizyèr milyé zanfan i pass z'ot tan pou réklam z'ot famiy san gingn satisfakson. Zétazini, sa in gran péi démokratik-konm Pièr Perrret i di dann son shanté Lili - Konm zot i koné, anplis ké sa son bann dirizan i pass lo tan pou done loson bann droi imin, tout lé zot.

Mi pans konm moin, zot i yèm mète linz la mark, soulyé la mark, pantalon la mark, mi pariéré mèm z'ot souvètman sé souvètman la mark. Mé konbien foi dann bann dépèsh in pé partou nou la antann dir lo bann l'izine i fé travaye bann marmaye ziska dizèr par zour. An pliskésa, malèr pou sak i dénon in n'afèr konmsa pars kou d'fiziy i atann azot. Zot i ansouvien in pti fiy i apèl Malala té i réklam lo droi pou bann ti fiy alé lékol, in pé plis èl noré té sis pyé sou tèr.

Mi arète dir azot dé ka konmsa, pars néna in takon konm é moin lé ir zot lé o kouran. L'èrla, mi rapèl kan téi anparl lo zanfan roi : pa partou an touléka, é pa toultan non pli.

Justin